

QUEL AVENIR POUR LE JIHADISME AU MAGHREB : DÉCLIN DURABLE OU POSSIBLE RÉSURGENCE ?

Flavien BOURRAT

Chercheur Maghreb – Moyen-Orient à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Après avoir traversé au cours des trente dernières années deux phases ascensionnelles majeures, la première dans le contexte de la guerre civile algérienne des années 1990, la seconde consécutive aux soulèvements arabes de l'hiver 2011, le jihadisme au Maghreb connaît un déclin durable. L'organisation État islamique, qui a pourtant dominé le champ mondial de la violence islamiste armée au cours de cette décennie, n'est pas parvenue à s'implanter dans la région. De son côté, Al Qaida au Maghreb islamique, si elle a pu conserver une capacité de résilience face à sa rivale, se retrouve désormais très affaiblie et acculée dans ses derniers bastions. Les raisons de ces échecs, qui marquent la fin d'un cycle historique, sont multiples mais témoignent des capacités d'adaptation des États comme de résilience des populations. Néanmoins, les facteurs d'une résurgence possible de ce phénomène sont toujours présents au Maghreb, qu'il s'agisse du substrat idéologique, des terreaux incubateurs socio-culturels, des risques potentiels ou présents d'instabilité politique, ou de l'apparition de nouveaux acteurs se réclamant de cette mouvance.

SOMMAIRE

Un affaiblissement physique marqué sur le terrain	2
Les raisons d'un échec : action de l'État et résilience des populations	8
Les facteurs de résurgence du jihadisme au Maghreb	11
Conclusion	14

UN AFFAIBLISSEMENT PHYSIQUE MARQUÉ SUR LE TERRAIN

Le déclin global du jihadisme au Maghreb, en dépit des apparences, n'est pas un phénomène récent. Il s'inscrit au contraire dans une durée longue, et prend pour point de départ la fin de la guerre civile des années 1990 en Algérie, que l'on s'accorde généralement à fixer en 1999. Pour autant, ce moment, qui correspond à l'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika et à la promulgation de la loi dite de « Concorde civile » visant à vider les maquis de leurs combattants, s'il a débouché sur un fractionnement et un affaiblissement opérationnel des groupes armés, n'a pas signifié la fin de la violence jihadiste dans ce pays. La dénomination officielle de « terrorisme résiduel » brandie à cette époque par les autorités algériennes est apparue nettement décalée par rapport à une situation sécuritaire certes en voie d'amélioration notable mais encore loin d'être complètement maîtrisée.

L'effet d'entraînement provoqué par les attentats du 11 septembre 2001 n'est pas parvenu à endiguer cette perte progressive de moyens et d'attractivité des mouvements jihadistes algériens. *A contrario*, les autres pays du Maghreb, épargnés par la violence jihadiste durant la décennie 1990, ont été frappés par des attentats spectaculaires mais isolés comme ceux de la Ghriba en Tunisie (2002) et de Casablanca (2003). Ces événements se sont inscrits dans ce moment particulier où il s'agissait surtout de frapper l'« ennemi lointain », à savoir des Juifs et des Occidentaux, dans deux États considérés comme étant protégés des attaques terroristes. Afin d'enrayer un déclin perçu comme inexorable, Abdelmalek Droukdel, émir du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), le principal groupe jihadiste encore en activité au Maghreb, a annoncé en 2007 son allégeance officielle à l'organisation Al Qaida. Le GSPC en est devenu la branche régionale sous l'appellation d'Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI). L'objectif recherché était de regagner une visibilité et une attractivité en partie perdues, mais plus largement d'unifier l'ensemble des groupes jihadistes présents dans les quatre pays de la région – à savoir le GSPC, le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), le Groupe islamique combattant marocain (GICM), le Groupe islamique combattant tunisien (GICT) – de manière à relancer les actes de violence au-delà de leurs zones d'implantation résiduelles en territoire algérien.

Ce changement d'orientation stratégique comme tactique s'est avéré être un échec. En effet, les nouveaux modes opératoires privilégiant les attentats-suicides et inspirés de ceux prônés et appliqués en Irak à la même époque – la démarche du *takfir*¹ en moins – ont accru l'animosité de la population algérienne à l'encontre de cette mouvance, tandis que le projet de regroupement et de mutualisation du jihadisme maghrébin sous la houlette d'AQMI faisait long feu. À cela s'est ajoutée l'apparition de forces centrifuges au sein

1. Souvent traduit par « excommunication » ; littéralement, acte de réfuter l'islamité d'un individu. Il s'agit à l'origine d'une démarche d'anathème visant seulement une personne. L'idéologie salafiste jihadiste contemporaine, dans sa forme la plus extrême, l'a étendue à des pans entiers de la société, voire à celle-ci dans son ensemble. Les promoteurs de cette doctrine prônent l'antagonisme communautaire et la rupture du lien social et national, tout en pratiquant des formes de violence extrêmes. Elle a été dénoncée de ce fait par la plupart des courants islamistes, y compris par la direction d'Al Qaida. Les cas les plus notables de déclaration d'apostasie collective et de mise en pratique de cette démarche d'épuration sont celui d'Antar Zouabri à la tête du Groupe islamique armé (GIA) durant la guerre civile en Algérie, et d'Abou Moussab al Zarqawi en Irak à partir de 2003, prélude à la création future de l'organisation État islamique.

de la « maison-mère » algérienne, dont les branches repliées dans l'espace saharien ont commencé à s'autonomiser tout en étendant leur champ d'action à la contrebande et à la criminalité organisée.

Les soulèvements déclenchés au Maghreb comme dans le reste du monde arabe durant l'hiver 2011 et leurs conséquences en termes politico-sécuritaires ont constitué une opportunité pour les groupes jihadistes – du moins là où les pouvoirs en place avaient été renversés, c'est-à-dire en Tunisie et en Libye – et une extension de leur capacité à se redéployer, à se renforcer et à étendre leur implantation. Dans les faits, la fragilisation rapide d'un appareil sécuritaire auparavant hypertrophié en Tunisie mais plus encore l'effondrement des structures étatiques et la prolifération de matériels de guerre en Libye consécutives à la chute du régime de Qadhafi ont permis l'émergence d'une mouvance jihadiste, en partie territorialisée. En outre, celle-ci a profité, dans le cas libyen, de logiques de fragmentation résultant de la dislocation de l'autorité étatique centrale et de son corollaire : la perte de contrôle par ce dernier de pans entiers du territoire, notamment dans les zones frontalières.

Ce contexte imprévu et inédit a favorisé l'apparition de groupes jihadistes parfois distincts de la « maison-mère » algérienne constituée par AQMI : la *katiba* Okba Ibn Nafaa, rattachée à cette dernière et déployée le long de la frontière algéro-tunisienne ; la *katiba* al Mourabitoun, venue du Sahel et en partie repliée en Libye ; le groupe Ansar Charia, implanté dans les centres urbains tunisiens et libyens. Pour sa part, l'organisation État islamique (EI) est parvenue à partir de 2014 à prendre pied en Libye dans la région de Syrte. Pourtant, en dépit d'attentats et d'actions violentes spectaculaires dont le pic a été atteint au cours de l'année 2015, les nouveaux groupes salafistes jihadistes ne sont pas parvenus à s'implanter durablement au Maghreb, tandis que AQMI, qui avait déjà échoué lors de la décennie précédente à créer une structure à l'échelle régionale, voit son périmètre ainsi que sa capacité de recrutement et d'action de plus en plus réduits. L'assassinat par des individus se réclamant de l'État islamique de deux touristes scandinaves au Maroc en décembre 2018, comme le double attentat à Tunis le 27 juin 2019, même s'ils ont eu un retentissement certain, doivent être considérés comme des actes isolés et non un retour à une dynamique ascendante du jihadisme dans la région.

L'implantation manquée de l'organisation État islamique au Maghreb

Au plus fort de sa montée en puissance, après qu'elle eut proclamé l'instauration du Califat en juin 2014, l'organisation État islamique a été souvent décrite dans le discours public des États du Maghreb, mais aussi de l'Union européenne, comme le groupe jihadiste le plus susceptible de s'étendre en Afrique du Nord et au-delà, dans l'espace sahélo-saharien, et d'y supplanter AQMI. Dans les faits, et ce, bien avant sa défaite militaire en Irak et en Syrie, cette organisation jihadiste, en dépit de l'aura et de la dynamique insufflées par ses conquêtes territoriales, peinait à s'implanter dans un sous-ensemble régional bien différencié sur les plans politico-stratégique, historique et culturel par rapport au Moyen-Orient. Certes, en Algérie, l'EI a été en mesure d'obtenir fin 2014 l'allégeance de quelques factions

dissidentes d'AQMI, dont la plus notable a été le groupe Jund al Khilafa. L'ambition de ce dernier a cependant été arrêtée en mai 2015, au terme de quelques actions spectaculaires, après son élimination par les forces de sécurité algériennes. De manière plus diffuse et contractuelle, des allégeances à l'EI ont été également observées en Tunisie à la même époque, mais il s'agissait davantage de sous-groupes, voire de cellules dormantes que de structures organisées, comme Ajnad al Khilafah à qui ont été attribués les attentats meurtriers du Bardo et de Sousse en 2015. Dans ce cas particulier, l'allégeance à l'EI, que l'on a pu qualifier d'opportuniste, n'excluait pas le maintien de connexions informelles avec un groupe structuré et rattaché à AQMI comme Okba Ibn Nafaa. De son côté, le groupe salafiste radical Ansar Charia, parfois crédité d'avoir rallié l'EI après son interdiction par les autorités tunisiennes, a annoncé par la voix de son chef, Abou Iyadh, aujourd'hui réfugié en Libye, son ralliement à AQMI. Globalement, l'EI a éprouvé de grandes difficultés à mettre en place une implantation territoriale en Tunisie.

Ce n'est finalement qu'en Libye où une mouvance jihadiste ayant fait allégeance à l'EI a pu réellement émerger, certes avec une moindre territorialisation qu'en Irak et en Syrie mais profitant là aussi de logiques de fragmentation résultant de l'effondrement de l'autorité étatique centrale. À l'origine de cette mouvance islamiste radicale post-Qadhafi, se trouve le groupe Ansar Charia, créé en juin 2012, rejoint par des membres de milices révolutionnaires ayant combattu le régime précédent, et qui a constitué dans la foulée le principal vivier de jihadistes partant se battre en Syrie. Par la suite, une partie de ses militants a fait allégeance à l'EI afin de gagner en visibilité et en efficacité sur le terrain. Implantée à l'origine dans la ville de Derna en Cyrénaïque en 2014, cette mouvance affiliée à l'EI s'est principalement établie dans la ville de Syrte, berceau de la tribu de Qadhafi et de ce fait particulièrement frappée par les combats de 2011 et marginalisée par rapport au processus de recomposition politique. Le risque existait qu'une telle implantation, pourtant sans commune mesure avec ce qui prévalait en Syrie et en Irak², affecte la sécurité de la Libye et de son environnement régional. Cela a incité des acteurs internes comme extérieurs au terrain libyen à s'engager militairement contre les groupes ralliés à l'EI. L'élimination de ces derniers de la région de Syrte en décembre 2016 après plusieurs mois d'affrontement, due principalement à l'engagement des milices de Misrata, a écarté un tel scénario. L'EI, ou ce qu'il en reste, voit depuis ses effectifs résiduels dispersés dans le sud libyen, où il peut encore disposer de réseaux de soutien.

L'échec précoce de l'implantation de l'EI au Maghreb mais aussi dans la bande sahélo-saharienne³ repose sur deux facteurs déterminants.

2. Sur la question du jihadisme dans la Libye post-Qadhafi, voir Patrick Haimzadeh, « Libye : le mirage de la reconstruction nationale - Le djihadisme en Libye : d'Ansar Charia à l'État islamique », *Politique internationale*, n° 149, hiver 2015, p. 279-282.

3. Une faction dissidente de l'organisation Al Mourabitoun a été reconnue fin 2016 par l'EI, au moment où cette dernière commençait à perdre pied dans son fief du nord de l'Irak, comme étant sa branche sahélo-saharienne sous le nom d'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Ce nouveau groupe, dont la création paraît surtout mue par l'opportunisme de son chef, Adnan Abou Walid al Sahraoui, ne semble pas en mesure de s'imposer tant sur le plan idéologique qu'opérationnel, ce qui pourrait, selon certaines analyses, le conduire à revenir dans le giron de la branche saharienne d'AQMI. Cette dernière s'est agrégée en 2017 à Ansar Eddine et Al Mourabitoun pour former le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lequel compterait environ 800 combattants s'appuyant sur des soutiens locaux.

En premier lieu, cette organisation née en Irak s'est construite fondamentalement sur l'hostilité au chiisme. Or ce courant de l'islam n'est pas présent à l'ère contemporaine dans l'aire géographique étudiée.

En second lieu, l'EI s'est heurté à la présence d'AQMI et de ses ramifications, une organisation plus structurée et territorialisée et qui bénéficiait de l'antériorité et de la prééminence en matière d'implantation territoriale, de soutiens locaux, de savoir-faire opérationnel, mais aussi de capacité de recrutement – celui-ci mettant l'accent sur la prédication, la *da'awa*, suivant en cela la démarche préconisée par la direction d'Al Qaida et son chef, Ayman al Zawahiri. Ne disposant que d'effectifs limités à quelques milliers de combattants, la branche libyenne de l'EI ne pouvait pas s'appuyer sur une base sociale et régionale significative, ni sur une continuité territoriale. En outre, à l'instar des groupes jihadistes les plus radicaux comme le défunt Groupe islamique armé (GIA) algérien, l'EI s'est toujours refusé à nouer des alliances avec d'autres formations qui auraient pu consolider ses assises et son influence. Par ailleurs, le phénomène d'allégeance à l'EI n'a pas fait recette en dehors du cas particulier de la Libye, et ce mouvement a échoué à obtenir l'allégeance des groupes locaux – devant davantage se contenter du ralliement d'individus isolés – et à recruter des forces conséquentes, dans un contexte humain et politique très éloigné de celui de ses bases moyen-orientales.

AQMI, premier et dernier bastion d'une mouvance jihadiste réduite à l'état de survie

Considérée comme étant supplantée par l'EI après que cette dernière a proclamé le Califat en juin 2014, la filière maghrébine de l'organisation Al Qaida, comme ses autres branches régionales, a fait preuve, face à sa nouvelle rivale, d'une résilience attestée. Pourtant, elle ne s'en situe pas moins depuis plusieurs années dans une phase de déclin et d'isolement progressifs. Outre les dommages subis depuis la décennie précédente dans ses bastions historiques du nord de l'Algérie, infligés par les forces de sécurité ainsi que – concernant les *katibas* d'AQMI implantées en zone saharienne – par les opérations Serval puis Barkhane, cette organisation a en effet perdu progressivement sa capacité de recrutement.

Contre toute attente, AQMI, avec un parcours jalonné de dissidences et de fractionnements dont elle est elle-même issue, est parvenue au cours de la décennie 2010 à conserver le leadership sur la mouvance islamiste maghrébine mais aussi sahélienne. Parmi les facteurs explicatifs de cette résilience face à l'EI, on constate une stabilité de son commandement : en dépit de tentatives de scission le plus souvent avortées⁴, Abdelmalek Droukdel est à sa tête depuis 2004. Une telle longévité, inédite parmi les chefs jihadistes, n'a pas reposé seulement sur la prudence observée par l'« émir » d'AQMI concernant ses déplacements et ses communications (des rumeurs insistent toutefois sur le fait qu'il serait localisé par les forces

4. La scission la plus importante a été celle menée fin 2012 par Mokhtar Belmokhtar, figure historique de la mouvance jihadiste algérienne, à l'origine de la zone saharienne du GSPC, et qui s'était progressivement autonomisé depuis les années 2000 par rapport à l'organisation centrale devenue AQMI. Replié en Libye à la tête de son groupe Al Mourabitoun à partir de 2013, Belmokhtar, qui a depuis probablement été blessé au cours de frappes aériennes occidentales, s'était rapproché de l'« organisation mère » en 2015.

de sécurité algériennes sans que ces dernières consentent à l'éliminer), mais aussi par un enracinement et une ancienneté au sein du mouvement qui lui ont conféré une légitimité particulière. Il a lui-même constamment réitéré son allégeance à la direction centrale d'Al Qaida représentée par Ayman al Zawahiri et à l'actuel chef des talibans reconnu comme « Commandeur des croyants ». AQMI a en outre conservé une structure assez ouverte lui permettant de recruter des responsables venus de la zone sahélienne, en particulier de Mauritanie, même si sa direction et un nombre important de ses combattants sont encore de nationalité algérienne.

Toutefois, cette prééminence conservée par AQMI au cours des cinq dernières années ne lui a pas permis d'enrayer son déclin. Le fait que des groupes salafistes jihadistes apparus dans la foulée des soulèvements de 2011 lui aient fait allégeance, comme la *katiba* Okba Ibn Nafaa en Tunisie et, pour partie, Ansar Charia en Libye, n'a pas suffi à freiner cette évolution. Aujourd'hui, AQMI – si l'on exclut ses excroissances sahéliennes – n'est plus représentée au Maghreb que par plusieurs groupes armés réunissant tout au plus quelques dizaines de combattants, au maximum 80. Cet affaiblissement drastique est particulièrement perceptible dans son bastion historique du nord-est de l'Algérie⁵. L'organisation, son « émir » et ses réseaux de soutien logistique ont ainsi été expulsés, sous la pression de l'armée, de leurs bastions réputés inexpugnables de la Grande Kabylie, pour se trouver acculés dans des réduits, certes montagneux et boisés, constitués d'une part par la presqu'île de Collo, entre Jijel et Skikda, d'autre part par les monts de Tébessa, à proximité de la frontière tunisienne, et du Jebel Chambi.

C'est précisément dans ce secteur qu'avait pu s'établir à partir de 2013 la *katiba* Okba Ibn Nafaa, composée en majorité de ressortissants algériens, avant d'étendre son emprise plus au nord, le long de la frontière avec l'Algérie. Cette mouvance, qui ne parvient plus à mobiliser et dont des éléments épars s'étaient implantés plus à l'est côté tunisien, entre Kasserine et Sbeitla, a vu ses effectifs, déjà limités, diminuer au cours des deux années précédentes, et apparaît globalement déstructurée et en manque de leadership. À cela s'ajoute l'élimination par les forces de sécurité algériennes et tunisiennes de responsables de premier plan d'AQMI en 2018. Adel Seghiri, alias Abou Rouaha al Qassantini, responsable de la propagande d'AQMI à travers notamment son organe de diffusion Al Andalus, a été éliminé au mois de juillet 2018 par l'armée algérienne à proximité de Jijel. En janvier de la même année, Bilel Kobi, proche conseiller de Droukdel en mission sur le territoire tunisien auprès de la *katiba* Okba Ibn Nafaa, a été abattu par la Garde nationale.

Le Maroc, de son côté, a toujours constitué le maillon faible d'AQMI en dépit des velléités de sa direction d'y prendre racine. L'explication réside dans l'existence d'un fort verrouillage militaire et sécuritaire de sa frontière avec l'Algérie, mais aussi au fait que le Groupe islamique combattant marocain (GICM), principale organisation jihadiste originaire du Royaume, bien que se réclamant d'Al Qaida, n'a jamais fait allégeance à sa branche maghrébine. Contrairement à ses voisins maghrébins, le Maroc n'a pas connu de jihadisme territorialisé sous la forme de maquis implantés hors des agglomérations. Un extrémisme

5. Djalil Lounnas, « Jihadist groups in North Africa and the Sahel: between disintegration, reconfiguration and resilience », Menara Working Paper n° 16, octobre 2018.

violent « takfiriste » à vocation épuratrice avait en revanche vu le jour dans certaines périphéries de grandes villes, et ce avant les attentats de Casablanca de 2003 dont il était à l'origine. Depuis, n'ont pu subsister que des petites cellules de 3-4 personnes dont le nombre aurait considérablement décliné au cours de ces dernières années.

Acculée dans des réduits de plus en plus exigus, isolés et sans continuité géographique, l'organisation jihadiste ne parvient plus à remplacer les pertes croissantes constatées dans ses rangs dues à des combattants physiquement éliminés, faits prisonniers ou s'étant spontanément rendus aux autorités. D'une manière générale, les volontaires maghrébins se sont montrés beaucoup plus enclins au cours de cette décennie à aller combattre en Syrie⁶, devenue la terre de jihad par excellence, qu'à rester dans un face-à-face de plus en plus inégal avec les forces de sécurité de leur pays ou de se déplacer vers un Sahel qui leur est peu familier sur les plans politique et culturel. Par ailleurs, la partie de la Tunisie frontalière avec l'Algérie, envisagée comme une zone de repli et de sanctuarisation à la faveur de la crise politique et sécuritaire qu'a traversée ce pays durant les années 2013-2015, n'offre plus de protection durable. À cela s'ajoute une pression accrue sur les réseaux logistiques, qu'il s'agisse de fourniture d'armes ou même du nécessaire à la survie dans le maquis. Enfin, point décisif, AQMI ne peut plus compter sur le soutien, même passif, d'habitants des régions où il est parvenu à se maintenir. Interrogé pendant l'été 2017 par le magazine *Inspire*, publication en anglais de la branche d'Al Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA), A. Droukdel reconnaissait lui-même que « l'aura et le nombre de *moudjahidine* s'accroissent en Libye, dans le Sahel et le Sahara, à l'exception du front algérien où nous sommes embourbés dans une longue guerre. Ce front souffre de la rareté, et parfois de l'absence presque totale de soutiens à l'intérieur et à l'extérieur ».

À court terme, AQMI peut néanmoins survivre de manière résiduelle dans ses derniers bastions maghrébins, quand bien même son chef historique Droukdel viendrait à disparaître. Cependant, son affaiblissement irréversible, comme celui des autres groupes de moindre importance, marque la fin d'un jihadisme semi-territorialisé dont les racines remontent à la première guerre d'Afghanistan et aux crises politico-sécuritaires ayant affecté le monde arabe durant les années 1990, et qui, après une phase progressive de déclin, était parvenu à rebondir à la faveur des changements politiques induits par les soulèvements arabes de 2011.

6. Encore faut-il en exclure les jihadistes algériens, singulièrement peu nombreux sur les fronts syriens et irakiens durant ces dernières années. Comme le faisait remarquer en 2016 Djalil Lounnas : « En effet, après 23 ans de confrontation et plus de 15 ans de politique de réconciliation nationale, beaucoup estiment que le "réservoir djihadiste" a atteint ses limites en Algérie » (« Les mutations des mouvements djihadistes en Afrique du Nord et au Sahel : d'AQMI à l'État islamique », Note de la Fondation pour la recherche stratégique, n° 18, octobre 2016).

LES RAISONS D'UN ÉCHEC : ACTION DE L'ÉTAT ET RÉSILIENCE DES POPULATIONS

L'action de l'État

Les gouvernements maghrébins n'ont pas manqué de mettre en avant l'efficacité de leur politique en matière de contre-terrorisme reposant sur un renforcement et une adaptation des moyens mis en œuvre. L'Algérie, en particulier, confrontée aux groupes islamistes armés durant la période de la guerre civile, revendique une expérience et un savoir-faire au niveau de ses forces armées qu'elle propose en modèle. Le Maroc, de son côté, où il n'existe pas de jihadisme territorialisé, se prévaut d'une approche dynamique portée par un appareil policier compact et efficient, tel qu'il se déploie notamment au sein du nouveau Bureau central d'investigation judiciaire (BCIJ). Plus discrète mais non moins significative, car opérant dans le cadre inédit pour la région de l'instauration de l'État de droit et de la démocratie, l'approche tunisienne se déploie de façon multidimensionnelle, en tentant de renforcer la coordination des différents acteurs concernés⁷. Sur le terrain, le fer de lance de la lutte contre le jihadisme armé reste la Brigade antiterrorisme, unité d'élite du ministère de l'Intérieur.

L'amélioration opérationnelle des forces armées et de sécurité face aux groupes jihadistes apparaît désormais comme un acquis, même s'il peut exister encore des carences, notamment au niveau du renseignement et de l'analyse. Elle repose sur une maîtrise relative de la contre-insurrection à laquelle les appareils sécuritaires n'étaient pas initialement préparés, et cela est particulièrement vrai pour la Tunisie⁸. Une telle démarche est passée par la professionnalisation des unités engagées, un meilleur entraînement des combattants, des innovations tactiques et l'acquisition de matériels adaptés et performants. Le contrôle des frontières, sans rendre néanmoins celles-ci complètement étanches, a été en outre considérablement renforcé, notamment dans l'espace saharien, ainsi que dans les secteurs apparus comme les plus vulnérables depuis 2012 : les frontières séparant la Libye de ses voisins de l'ouest et la zone de contact entre l'Algérie et la Tunisie. Dans ce dernier cas, l'appui militaire fourni par l'Algérie aux forces de sécurité tunisiennes illustre bien les avantages d'une coopération bilatérale en matière de lutte contre l'extrémisme armé. Au-delà de ce cas particulier, la mutualisation des moyens opérationnels et l'échange de renseignements font toujours largement défaut au niveau intermaghrébin, faute d'une politique globale d'intégration régionale, et compte tenu de la situation intérieure en Libye.

7. Pour une analyse plus détaillée sur l'adaptation et le redéploiement de la lutte contre le jihadisme au Maghreb, voir Flavien Bourrat, « [Quelles stratégies étatiques dans le monde arabe face au jihadisme ?](#) » et « [Lutter contre le jihadisme en Tunisie, une équation complexe face à un défi nouveau](#) », *Lettre de l'IRSEM* n° 4, *Dossier stratégique*, juin 2014 ; « La transition en Tunisie acte II : réformer, sécuriser, rassembler », in Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff (dir.), *Mondes émergents - Afrique du Nord Moyen-Orient*, La Documentation française, 2015-2016, p. 59-64.

8. Flavien Bourrat, « La Tunisie après la transition politique : entre stagnation et désenchantement », *RAMSES 2017 - Un Monde de ruptures*, septembre 2016.

La résilience des populations

En outre, le reflux du jihadisme n'aurait pu être obtenu sans la résilience des populations des pays concernés face à ce phénomène – la résilience pouvant être comprise comme la capacité d'un groupe, d'une communauté à résister à une menace ou à une déstabilisation ; littéralement : à surmonter une altération de son environnement⁹. La violence armée islamiste au Maghreb, depuis les années 1990, a pour point de départ une base et une motivation idéologiques, celles du salafisme jihadiste. Par conséquent, ses protagonistes actifs au cours de la décennie actuelle, AQMI ou l'État islamique, récuse l'idée même de négociation avec les États-nations qu'ils combattent, ce qui élimine toute perspective de règlement politique. L'enjeu pour les deux camps qui s'affrontent, devient donc non seulement le contrôle des populations, mais au-delà, l'adhésion de celle-ci à leur cause respective.

Constatant, à partir notamment de l'expérience de la guerre civile algérienne, que l'usage, même discriminé, de la force et des moyens létaux ne suffisait pas à éradiquer la violence jihadiste, les États du Maghreb ont été amenés à intégrer dans leur démarche de contre-insurrection l'idée qu'il convient également de « gagner les cœurs et les esprits », notamment auprès des populations les plus vulnérables à l'idéologie jihadiste. Cette orientation a été mise en œuvre progressivement avec des résultats positifs, qui tiennent aussi à un rejet spontané de cette violence de la part des populations exposées. Le but recherché est de couper les mouvements armés et terroristes de leurs relais et de leurs soutiens au sein des populations civiles pour bénéficier en retour du soutien de ces dernières, grâce à une amélioration et à une recomposition du tissu économique et social mais aussi une revitalisation du sentiment d'appartenance à une communauté nationale et d'allégeance à l'État. Il est intéressant de constater que ce concept opérationnel a été jadis pensé déjà à partir du terrain algérien, dans le contexte certes fort différent de la guerre d'indépendance, par David Galula¹⁰.

Le ressentiment exprimé par certaines couches de la population à l'encontre de l'État, tel qu'il a pu être constaté dans le sud algérien (Wilaya d'Illizi) et dans le nord-ouest de la Tunisie (gouvernorats de Kasserine et du Kef), mais qui ne se limite pas nécessairement aux régions les plus délaissées, appelle un réinvestissement de ce dernier, sachant en outre que l'obtention de renseignements opérationnels repose sur une osmose entre la population locale et les appareils militaro-sécuritaires. Le réinvestissement de l'État algérien sur le plan sécuritaire et administratif dans la région saharienne du Tassili¹¹ au début de la décennie actuelle – même s'il est toujours jugé insuffisant au niveau local par les populations, comme en témoignent les doléances exprimées à la suite des récentes inondations – a visé ainsi,

9. Sami Ghorbal, « La bataille de Ben Guerdane », *Jeune Afrique*, 1^{er} juillet 2016.

10. David Galula, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Economica, 2008. Le constat de David Galula est que « le contrôle de la population est la force principale de l'insurgé [...] Il convient de dissocier la population des insurgés, de la conduire à collaborer activement et de la rallier au camp loyaliste [...] C'est la capacité à proposer et mettre en œuvre un avenir meilleur, c'est-à-dire à la fois certain dans la durée et ouvrant des perspectives plus favorables, qui fait la décision » (Matthieu Messonnier, « De Clausewitz à Galula, la singularité de la guerre contre-insurrectionnelle », *Revue Défense nationale*, n° 723, octobre 2009).

11. Le gouvernement algérien y a déployé des mesures spécifiques, telles que la création de nouvelles subdivisions administratives, de postes d'emplois pour les populations locales et d'infrastructures.

dans le contexte de dislocation de la Libye et de ses prolongement au Mali, à empêcher un rapprochement, sinon une forme d'allégeance des habitants aux organisations jihadistes présentes dans la région.

Dans le cas tunisien, il ne s'agissait plus de démarche préventive, mais plutôt curative¹², à la suite de l'implantation à proximité de la frontière algérienne, à partir de 2013, de la *katiba* Okba Ibn Nafaa qui a bénéficié pendant un certain temps d'un soutien d'une partie des populations locales. Celles-ci, habitant dans des zones traditionnellement enclavées et désertées, vivant en grande partie de la contrebande, ont en effet exprimé leur rejet de l'État central face à la déliquescence des pouvoirs publics¹³. À cela s'est ajouté l'affaiblissement sinon le retrait hors de ces régions périphériques et frontalières de l'appareil sécuritaire tunisien consécutif à la révolution de janvier 2011. La résilience contre le jihadisme territorialisé passe également par la mobilisation opérationnelle d'éléments issus de la population locale, comme cela a été le cas durant la guerre civile algérienne avec les Patriotes et les groupes de légitime défense (GLD). Ces derniers ont ainsi apporté leur concours aux forces militaires grâce à leur connaissance intime du milieu physique et humain. En outre, leur présence sur le terrain témoignait de l'engagement des populations locales à faire face aux groupes armés. Leur désarmement et leur démantèlement en 1999, dans le cadre de la loi de Concorde civile, ont par conséquent été considérés comme une erreur. Dans un autre contexte, mais avec les mêmes effets négatifs, le premier gouvernement tunisien démocratiquement élu, dit de la Troïka (2011-2013), a été soupçonné d'avoir dissous le corps des gardes forestiers opérant dans les régions frontalières avec l'Algérie, qui étaient les yeux du pouvoir à l'époque de Ben Ali, pour les remplacer par des sympathisants islamistes pratiquant la contrebande et le prosélytisme.

Le vide sécuritaire ainsi créé, couplé à un sentiment d'abandon de la « périphérie » de la part du « centre », a pu inciter certains à se ranger à un nouvel « ordre » social et sécuritaire, incarné par les groupes jihadistes. Pour contrer et inverser ce phénomène, l'État tunisien s'est redéployé sur les territoires les plus vulnérables, même si l'effort semble avoir été porté davantage sur l'aspect opérationnel et sécuritaire que sur le plan social et économique. En fin de compte, l'esprit de résilience est venu des populations locales elles-mêmes. Si ces dernières sont restées méfiantes et rétives vis-à-vis du pouvoir central, elles n'en réclament désormais pas moins la présence et l'engagement de l'armée contre les jihadistes, dont les derniers relais encore présents autour du Jebel Chambi et de Kasserine ne mobilisent plus. De son côté, l'État tunisien, comme du reste son homologue algérien, peut supporter la présence résiduelle de poches jihadistes le long de la frontière à partir du moment où les populations locales ainsi que les réseaux de contrebandiers ne les suivent plus.

Enfin, les politiques dites de « déradicalisation », amorcées dans la décennie précédente toujours à partir de l'expérience algérienne, se sont étendues au reste du Maghreb. Par ce mode d'action se voulant préventif, qui emprunte plusieurs voies (redynamisation du soufisme, de l'islam populaire, encouragement au salafisme prédicatif, reprise du contrôle des

12. International Crisis Group, « Violence jihadiste en Tunisie : l'urgence d'une stratégie nationale », Briefing Moyen-Orient/Afrique du nord n° 50, 22 juin 2016.

13. International Crisis Group, *La Tunisie des frontières : jihad et contrebande*, rapport Moyen-Orient/Afrique n° 148, 28 novembre 2013.

mosquées), les gouvernements de la région ont visé à agir en amont pour discréditer l'idéologie jihadiste. Il reste toutefois à évaluer la portée et l'efficacité réelle de ces démarches, en particulier pour vider les maquis de leurs combattants encore en activité, comme dans le cas de l'Algérie, d'amener à résipiscence des responsables ou des prêcheurs se revendiquant de l'idéologie salafiste jihadiste¹⁴, ou encore gérer les détenus condamnés pour extrémisme. L'État marocain peut se prévaloir d'un cadre juridique et institutionnel s'appuyant sur la légitimité religieuse du pouvoir monarchique, comme en témoigne la réorientation de la Rabita Mohammadia des oulémas dans la lutte contre la radicalisation religieuse. Faute de disposer des mêmes outils, l'État algérien a été conduit, à partir des années 2000, à utiliser notamment des relais non gouvernementaux, en particulier au sein de la mouvance du salafisme prédicatif proche du wahhabisme saoudien. Cet appui semble désormais marquer le pas, les autorités gouvernementales ayant durci le ton vis-à-vis d'une mouvance dont elles n'ont plus désormais besoin des services et qu'elles accusent de répandre le sectarisme et la division au sein de la société algérienne.

L'efficacité de ces moyens reste toutefois à prouver, si l'on en juge d'après le rejet dont ils font l'objet auprès des jeunes des milieux populaires, et la permanence d'une adhésion à l'idéologie salafiste jihadiste auprès de nombreux supposés repentis.

LES FACTEURS DE RÉSURGENCE DU JIHADISME AU MAGHREB

Le jihadisme, tel qu'il a été observé au Maghreb au cours des trente dernières années, a résulté, dans ses phases ascendantes, de la combinaison de plusieurs facteurs, qui relèvent tant du domaine politique que social et culturel. On distinguera ainsi :

- Une fragilité de l'État, structurelle ou conjoncturelle.
- Des problèmes politiques et socio-économiques à partir desquels peuvent se développer des formes de contestation violente.
- Une marginalisation et un déracinement intérieur, voire un phénomène de désintégration sociale de segments entiers de la population.
- Des situations de guerre civile sur lesquelles peuvent le cas échéant se greffer des interventions militaires étrangères.

Dans le contexte actuel, seule la Libye réunit ces quatre facteurs (et elle seule le dernier), alors que les autres pays ne sont touchés que partiellement.

En second lieu, la formation d'un groupe jihadiste, pour que ce dernier puisse recruter et fonctionner, suppose la jonction de plusieurs dynamiques plus ou moins indissociables :

- Un projet et un corpus idéologiques puissants : le salafisme jihadiste se fixe comme but le rejet de l'ordre étatique et national auquel doit se substituer la loi de Dieu sur terre.

14. Les autorités marocaines sont parvenues à obtenir à partir de 2011 la repentance et la renonciation à la violence de la part des figures clefs de la *salafiya jihadiya*, Mohamed Fizzazi, Hassan el Kettani et Abdelawahab Rafiki alias Abou Hafs, en échange de leur libération. Ils avaient été condamnés pour avoir été les inspirateurs des attentats de mai 2003 à Casablanca.

Cela suppose un référentiel politico-religieux ainsi qu'un encadrement théologique et doctrinal.

- Une impulsion, une expérience et un savoir-faire opérationnels : cela est du ressort de combattants expérimentés et aguerris sur les champs de bataille du jihad international (Afghanistan, Irak, Syrie...) ou intérieur (Algérie, Libye...).

- Un leadership structuré et inclusif.

- Un vivier de recrutement renouvelable auprès des secteurs les plus désintégrés socialement et culturellement de la population.

Si l'on prend en compte la situation intérieure actuelle de chacun des États du Maghreb, ainsi que l'évolution du contexte régional, peut-on considérer que les conditions, le moment venu, d'une résurgence ou d'une revitalisation du jihadisme subsistent dans la région ? Plusieurs paramètres peuvent être envisagés.

La dimension idéologique

Le substrat idéologique du jihadisme est toujours présent, même si sa dimension épuratrice, à travers la pratique du *takfir* collectif, générateur de formes de violence extrêmes contre des secteurs entiers de la population, paraît devoir être écartée car le précédent algérien durant la guerre civile des années 1990 et le Califat de l'État islamique au Moyen-Orient ont marqué les esprits. En effet, le *takfir* n'est plus présent dans le discours jihadiste au Maghreb depuis 20 ans, ni d'ailleurs au Sahel ; il reste le moyen le plus sûr de s'aliéner les populations locales.

En revanche, il semble que les pouvoirs en place rencontrent toujours des difficultés à contenir un prosélytisme salafiste qui tend parfois à s'écarter de sa démarche prédicative pour inciter à la violence. Ce dernier privilégie le canal de nombreuses mosquées, dont ses adeptes, appelant pour certains au jihad, ont pris graduellement le contrôle. En Tunisie, la reprise en main par l'État du tissu religieux est loin d'être achevée et en cas de nomination de nouveaux prédicateurs réputés neutres et modérés, certains ne le sont pas réellement. Il existe donc le risque de voir un courant radical dormant attendant un contexte plus favorable pour se relancer. La reprise en main du champ religieux paraît plus vigoureuse en Algérie, où de nombreuses mosquées et écoles coraniques ont été fermées au cours des dernières années. Un autre risque, particulièrement perceptible en Tunisie depuis 2013, réside dans le fait que le milieu de la petite délinquance est en partie salafisé, pour une part importante en milieu carcéral, ce dernier étant notoirement inadapté aux méthodes de déradicalisation. On constate par ailleurs la permanence d'une adhésion à l'idéologie salafiste jihadiste auprès de nombreux supposés repentis.

Le legs syrien

Le problème posé par le retour des jihadistes ayant combattu en Syrie ne se pose pas de la même manière qu'au début des années 1990 avec les « Afghans arabes », mais reste un élément de préoccupation. La moitié d'entre eux sont considérés comme ayant été tués. Seuls 200 Marocains environ (contre 1 000 Tunisiens) sont revenus dont une partie est en détention préventive. En dehors de la Libye, qui est un cas de figure à part, la Tunisie est le pays le plus exposé¹⁵, même si le nombre total de jihadistes originaires de ce pays a été revu à la baisse (environ 3 000 au lieu de 6 000). Les autorités disent les connaître et les avoir arrêtés à leur retour en Tunisie. Un reliquat, toujours considéré comme dangereux, implanté en Libye sans être toutefois localisé, pourrait s'agréger à des groupes locaux. Les combattants de l'EI, contrairement aux générations ayant été en Afghanistan, reviennent en vaincus. Cela peut limiter leur aura et leur attractivité. En même temps, le narratif de l'EI n'est pas celui de la défaite, et le désenchantement ne signifie pas forcément désengagement.

La matrice des zones périurbaines déstructurées

Au Maghreb, le terreau incubateur du jihadisme pour le recrutement de la base des milices et l'émergence d'un leadership local sont les périphéries des grandes agglomérations (et des villes situées dans des régions rurales enclavées) qui n'appartiennent plus au monde rural sans pour autant avoir intégré le cadre urbain. Dans ce dernier cas, on distinguera particulièrement les zones d'habitat spontané très densément peuplées devenues des secteurs d'autoconstruction, où se développent une ségrégation socio-culturelle (et aussi régionale), un effondrement de l'ordre traditionnel, une division entre *insiders* et *outsiders* génératrice d'antagonismes et de stigmatisation de ces populations déstructurées en perte de repères social et national¹⁶. Les pouvoirs publics visent à résorber ces formes de dissidence et de déshérence par des politiques sociales, d'équipement et de désenclavement, mais elles sont parfois loin d'être achevées et peuvent réapparaître ailleurs sous l'effet de l'exode rural et des difficultés socio-économiques¹⁷.

15. Aaron Y. Zelin, « Tunisian foreign fighters in Iraq and Syria », Policy Notes n° 55, The Washington Institute for Foreign Policy, 2018.

16. On citera les exemples de la Mitidja en Algérie durant la guerre civile, des quartiers du douar Skouila et Karian Thoma à Sidi Moumen, dans la périphérie de Casablanca, avant leur réhabilitation à la suite des attentats de 2013, de Syrte en Libye entre 2015 et 2016, des cités Hay Ettadhamen et Ibn Khaldoun ou du douar Hicher à Tunis. La stigmatisation venant des habitants enracinés vis-à-vis de populations à l'origine semi-nomades ou issues d'arrière-pays ruraux s'exerce sur le physique, l'aspect extérieur ou l'habillement.

17. Un important programme de réhabilitation des quartiers sous-intégrés et foyers du jihadisme a été lancé au Maroc après les attentats de 2003, dans le cadre de l'Initiative nationale de développement humain (INDH). En Algérie, les autorités ont mis en place depuis plusieurs années un vaste programme d'éradication des bidonvilles situés dans la périphérie d'Alger, mais peinent, compte tenu de l'anarchie qui caractérise le domaine foncier, à empêcher le développement des constructions sauvages dans la Mitidja.

Le risque d'affaiblissement de l'État

Un jihadisme fort et ramifié au Maghreb ne pourrait renaître qu'à la faveur d'une faillite des États, ou à défaut, une crise intérieure majeure où certains acteurs politiques seraient tentés de jouer les boute-feux. Cette perspective n'est pas d'actualité, le projet jihadiste paraissant bloqué en Libye, où pourtant ce courant reste le plus important, même si une certaine vigilance est de mise concernant l'Algérie. Une autre question est de savoir si les jihadistes vont tirer les leçons de leur échec, alors que les pouvoirs en place ont déployé des politiques associant éradication, prévention et résilience ?

La mutation éventuelle du salafisme prédicatif

La montée en puissance depuis plusieurs années, notamment en Algérie et en Libye d'un courant salafiste prédicatif (ou « madkhaliste », du nom de son principal inspirateur, le Saoudien Rabi' al Madkhali) réputé non violent, rejetant la politique et prônant l'obéissance au *wali al amr* – le détenteur du pouvoir en place – est également un paramètre à prendre en compte. Ce courant a été utilisé avec des résultats mitigés et ambigus par les pouvoirs algérien, marocain et libyen dans leurs politiques de désengagement et de « déradicalisation », mais aussi d'affaiblissement de la mouvance islamiste politique¹⁸. La question se pose toutefois de savoir si en cas de crise profonde, notamment en Algérie, cette mouvance resterait neutre et ne serait pas au contraire tentée de basculer dans l'action violente ?

CONCLUSION

La période actuelle, en dépit des signaux d'alerte que constituent des attentats sporadiques, témoigne de la fin d'un cycle long inauguré par le retour d'Afghanistan de la première génération de jihadistes maghrébins à la fin des années 1980. Cette mouvance a par la suite subi le contrecoup de son échec en Algérie à l'issue de la guerre civile des années 1990. Les deux dernières décennies auront finalement vu des tentatives répétées de la part des organisations se réclamant de l'idéologie salafiste jihadiste, de se relancer à la faveur des crises intérieures et régionales ayant déstabilisé le Maghreb durant cette période. Préjugant de leurs capacités opérationnelles et de recrutement pourtant déclinantes, mais sous-estimant l'accroissement de la coopération internationale face à une menace devenue

18. Le pouvoir algérien, longtemps bienveillant à l'égard de Mohamed Ali Ferkous, principale figure du salafisme prédicatif dans son pays, considère désormais que ce dernier a franchi une ligne rouge en appelant à la *fitna*, la sédition confessionnelle. C'est également un changement d'approche – mais de manière inversée – que pratique actuellement le pouvoir monarchique marocain, en s'ouvrant au courant salafiste local dans le but, entre autres, d'affaiblir le Parti islamiste de la justice et du développement (PJD) en vue des prochaines élections législatives. L'influence du salafisme prédicatif reste en revanche contenue en Tunisie, du fait de la permanence d'un clivage fort et revendiqué entre islamistes et sécularistes. C'est en fin de compte en Libye que les « Madkhalistes » ont le plus efficacement investi le champ politique et religieux. Mais plus encore, ils constituent une force sécuritaire de premier plan qui ne manque pas d'inquiéter la population, en raison notamment du rigorisme et de l'intolérance dont ils font preuve vis-à-vis de cette dernière.

planétaire, l'adaptation des politiques nationales en matière de contre-terrorisme et peut-être plus encore les capacités de résilience des populations dont ils escomptaient le soutien, les groupes jihadistes maghrébins ne sont pas parvenus à déstabiliser durablement les pouvoirs en place, ni à s'implanter territorialement, ni à mutualiser leurs moyens et leurs efforts.

Désormais, la question se pose pour eux de repenser leur avenir, à supposer que celui-ci soit envisageable alors qu'ils se trouvent acculés au stade de la survie. S'agit-il de poursuivre un objectif de territorialisation, très difficilement envisageable dans le contexte actuel, ou de maintenir, même *a minima*, un niveau insurrectionnel dont la dynamique leur fait actuellement défaut ?

Géographe de formation, Flavien Bourrat est chercheur Maghreb - Moyen-Orient à l'IRSEM. Ses recherches portent notamment sur le rôle et la place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés du monde arabe, sur les fragmentations territoriales, la sécurisation des frontières et les interventions militaires étrangères dans la région ANMO, ainsi que sur les évolutions politico-sécuritaires au Maghreb. Il a été chef du bureau Maghreb - Proche et Moyen-Orient à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense. Il est également chercheur au Centre euromaghrébin de recherches et d'études stratégiques (CEMRES) dans le cadre de l'initiative « 5+5 Défense » en Méditerranée occidentale. Il enseigne les enjeux stratégiques du monde arabe contemporain à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Contact : flavien.bourrat@irsem.fr